

Initiatives ministérielles

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

L'IRAK

L'INVASION DU KOWEÏT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Clark (Yellowhead) (p. 14287); et de l'amendement de M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre) (p. 14287); et du sous-amendement de M^{me} McLaughlin (p. 14287)

Le président suppléant (M. Paproski): Au moment où le débat s'est terminé, il restait 10 minutes pour les questions et observations du député de Renfrew—Nipissing—Pembroke.

Pour des questions et observations, le député de Bonavista—Trinity—Conception.

M. Fred J. Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception): Monsieur le Président, j'ai une question très brève à poser à mon collègue.

J'ai été heureux d'écouter son discours et je suis certainement d'accord avec tout ce qu'il a dit, notamment à propos de la nécessité de consultation.

Le député disait essentiellement qu'il faut une masse critique lorsque l'on déploie des forces armées. Il y a un dispositif minimum pour chaque pays et pour le monde libre. Il est très difficile de définir ce qu'est le monde libre aujourd'hui, mais il est très important de se rendre compte qu'il y a une masse critique qu'il faut garder si l'on veut contribuer à maintenir l'ordre du monde.

Ces forces déployées dans le Golfe sont en première ligne. Qu'avez-vous en réserve une fois qu'elles sont déployées? Combien vous en reste-t-il en réserve? Quel genre de milice avez-vous? Combien de pièces de rechange avez-vous? C'est un facteur important lorsque l'on veut savoir quand l'embargo fera effet sur Hussein.

Compte tenu des circonstances critiques actuelles, je ne veux pas en faire toute une question politique, mais j'ai remarqué, tout comme mon collègue, que le jour précis où nous débattions de ce sujet à la Chambre des communes, une allocution prononcée par le ministre de la Défense nationale mardi dernier, à un séminaire du réseau des associations de défense, a alimenté des conjectures selon lesquelles les Forces canadiennes allaient

être considérablement réduites. Je ne sais pas d'où viennent les chiffres, mais l'article faisait état d'une réduction des effectifs militaires de l'ordre de 5 000 à 15 000.

J'aimerais que le député dise comment ce genre de commentaires et de spéculations va nous aider à soutenir notre position au Moyen-Orient, maintenant et à l'avenir.

• (1600)

M. Hopkins: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question qui est cruciale.

Je mentionnais dans mon discours que nous sommes en ce moment dans une situation où nous pouvons faire de l'excellent travail dans le golfe Persique et également sur le plan diplomatique. J'ai fait remarquer aussi que l'origine de la Seconde Guerre mondiale était le fait qu'aucune nation, pas même la Grande-Bretagne, n'était prête à défendre le monde libre. Ce fut l'effondrement au début de la guerre et l'on sait ce que l'Angleterre a connu en 1940. Ce n'est qu'un exemple.

Le gouvernement a répété, au cours des années, que nous devons avoir une armée forte dotée de l'équipement nécessaire. Voilà six ans que le gouvernement ne fait pas grand-chose, et on parle maintenant d'une réduction des forces armées.

Le Canada n'avait pas les forces armées nécessaires pour faire ce que l'on attendait de lui, comme le disait le gouvernement, mais on s'attend à ce qu'il maintienne la paix dans diverses parties du monde et aide l'ONU lorsqu'il s'agit de faire respecter des frontières, au besoin par une intervention armée sous les auspices de l'ONU. Pourquoi envisageons-nous une réduction de nos forces armées puisque nous n'avons pas suffisamment de personnel pour faire toutes les tâches qui nous attendent dans le monde et au pays?

Cet été, l'armée a été un meilleur agent diplomatique à Oka que n'aurait pu l'espérer le gouvernement ou l'un de ses représentants. Je dis que lorsqu'on parle de forces armées, on ne parle pas toujours de fusils, de chars ou de navires. On parle aussi d'efforts diplomatiques et les Forces canadiennes ont des professionnels dans ce domaine. On parle d'efforts militaires, lorsqu'il s'agit de libérer un pays étranger envahi par un dictateur; là aussi il y a des spécialistes. Ils agissent également en fins politiques.